



Marche pour la Paix et la justice sociale – 25 septembre 2021

Cette marche organisée dans le cadre de la journée internationale de la Paix, est l'occasion de rappeler et faire connaître le travail mené par l'internationale de l'éducation (IE), dont la FSU est membre.

La défense des droits humains, en particulier des droits syndicaux, et de la démocratie sont au cœur même de la mission de l'IE, convaincue que la liberté d'association, le droit à un travail décent et à la négociation collective, ainsi que le droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie sont les pierres angulaires de sociétés démocratiques saines.

En collaboration avec les 384 organisations membres, l'IE œuvre notamment pour que les gouvernements tiennent la promesse de l'éducation pour tou·te·s, car chaque individu mérite un enseignement public gratuit et de qualité.

En effet, nous pensons que l'éducation est un droit humain et un bien public, qui doit être accessible à tou·te·s, et qui ne peut être pleinement réalisé que par l'offre d'un enseignement gratuit, inclusif, équitable et de qualité. La commercialisation et la privatisation croissantes du secteur constituent la plus grande menace pour le droit universel à l'éducation. Partout dans le monde, des intérêts commerciaux tentent de transformer tous les niveaux d'éducation, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en un énième marché avec des gagnant·e·s et des perdant·e·s. Des entreprises non responsables exercent une influence démesurée sur les politiques et les institutions éducatives. La pandémie de COVID-19 a exacerbé cette tendance qui risque de transformer l'éducation en une marchandise, sacrifiant la qualité de l'éducation sur l'autel du profit.

Par ailleurs, la déclaration de l'internationale de l'éducation prévoit que « les établissements scolaires doivent être des havres de paix ». C'est pourquoi nous sommes très préoccupé·es de la situation en Afghanistan. Les gouvernements du monde entier ont la responsabilité de protéger le droit à la scolarisation, particulièrement des filles. Car la protection du droit des filles à la scolarisation est une étape fondamentale vers la réalisation de l'éducation de qualité pour tou·te·s.

Parmi d'autres combats, l'IE s'est alarmée pendant l'été de la militarisation des écoles au Brésil, qui constitue une menace pour le processus éducatif et la démocratie. Administrés par d'anciens policiers, par des officiers de réserve de l'armée brésilienne, ou encore, par des hommes d'affaires civils qui avancent comme prétexte auprès des familles la nécessité d'imposer plus de « discipline » dans les processus pédagogiques, les établissements d'enseignement privés à discipline militaire ne cessent de se multiplier dans divers États brésiliens. Or, un environnement militarisé ne laisse aucune place à une éducation libératrice qui émancipe l'élève en tant qu'être humain.

Plus près de nous, en France, la FSU milite aux côtés d'autres organisations contre la mise en œuvre du Service National Universel (SNU). Le gouvernement persiste dans sa volonté de le mettre en place et de le rendre obligatoire. Ce dispositif ne répond pourtant en rien aux besoins de la jeunesse ! Il vise avant tout à servir une pédagogie de l'obéissance au-travers d'un programme proche de l'embrigadement : encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc., qui contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement a une vision patriotique et militaire de l'éducation civique qui n'est pas celle que nous portons. Le dispositif du SNU tourne le dos à ce que nous défendons pour la jeunesse en termes de liberté, de sens critique, d'émancipation et de droit du travail. La coercition qui en émane répond à une vision autoritaire qui dénature les métiers du champ éducatif. Le format du SNU est éloigné de nos pratiques où l'émancipation

et l'épanouissement des élèves, l'éducation aux pratiques citoyennes et la formation au sens critique sont au cœur de notre travail.

Pourquoi remettre en selle un service militaire new look qui pourrait coûter jusqu'à 6 milliards d'euros par an, selon un rapport sénatorial de 2017, entre 1,5 et 3 milliards actuellement ? La volonté d'encadrer, de contrôler et d'assujettir la jeunesse est explicite : il faut en comprendre les raisons sur fond de crise économique qui débouchera inmanquablement sur des révoltes sociales, en particulier d'une jeunesse qu'on dit « sacrifiée » ; et sur fond de tensions internationales qui conduisent à une militarisation des économies et des sociétés. Autant de raisons de construire un large front d'opposition à cette entreprise d'embrigadement de la jeunesse. Le collectif NON AU SNU s'est constitué dans ce but, nationalement et localement.

Avec le collectif anti-SNU Savoie, exigeons l'abrogation du Service National Universel !

Le budget alloué serait bien plus utile pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires ! Il doit être utilisé pour développer la formation citoyenne de tous les élèves au sein du système éducatif et mettre en place des projets réellement éducatifs porteurs de sens... dont l'éducation à la culture de la Paix.